

Plus de 20 maires de gauche, dont Anne Hidalgo, interpellent le chef de l'Etat sur les familles sans-abris

Dans une lettre ouverte publiée par le JDD, plusieurs élus de gauche font sept propositions à « déployer en urgence sur l'ensemble du territoire national » pour l'accompagnement des familles sans-abris.

Rédaction JDD 04/02/2023 à 19:07



Anne Hidalgo et Martine Aubry à Lille, en octobre 2021. AFP / © Thomas Lo Prest

Présenté mercredi, le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre fait état d'une hausse préoccupante du nombre de personnes fragilisées susceptibles de tomber dans la grande exclusion, notamment des familles. Dans ce contexte, 20 maires de grandes villes et des associations formulent, dans « le JDD », des propositions communes. Première urgence : sortir de la rue des enfants, parfois scolarisés, et des femmes qui se demandent chaque jour où elles vont dormir le soir même. Voici leur lettre :

« Monsieur le Président de la République,

Enfants vivant dans l'incertitude quotidienne de l'accès à une place hébergement, personnes sans abri, familles trouvant refuge dans des voitures, les urgences hospitalières ou des halls d'immeubles, recrudescence de la précarité alimentaire... nous ne nous résignons pas face à la détresse sociale que nous constatons chaque jour.

Cet hiver est particulièrement préoccupant car il conjugue plusieurs facteurs de fragilisation de personnes d'ores et déjà en situation de grande vulnérabilité : crises sociale, et climatique, guerre aux portes de l'Europe et ses conséquences sur le coût de l'énergie et des denrées alimentaires, rythme soutenu des arrivées de personnes en danger dans leur pays d'origine venant chercher refuge en France, saturation du dispositif d'hébergement d'urgence.

« Nous refusons la mise en concurrence entre les différents publics en situation de grande exclusion »

20 maires de grande ville

Sur le terrain, des milliers de volontaires, de professionnelles et professionnels, d'élues locales et d'élus locaux se mobilisent tous les jours pour aller à la rencontre de celles et ceux contraints de dormir dehors. Des solutions existent pour prévenir les spirales de précarité dont personne ne peut s'extraire sans main tendue. Nous refusons la mise en concurrence entre les différents publics en situation de grande exclusion et alertons sur l'urgence à développer les moyens sur tous les registres : la prévention des situations de grande exclusion, l'intervention rapide quand ces dernières n'ont pu être évitées, l'insertion durable des personnes.

« Nous souhaitons porter auprès de vous sept propositions concrètes à déployer en urgence sur l'ensemble du territoire national »

20 maires de grande ville

C'est pourquoi nous souhaitons porter auprès de vous 7 propositions concrètes à déployer en urgence sur l'ensemble du territoire national. Nous nous engageons à nous mobiliser pleinement de leur mise en œuvre dans nos territoires.

1. Généraliser à l'ensemble du territoire national le décompte annuel du nombre de personnes contraintes de dormir à la rue ou développer tout autre méthode permettant d'établir un diagnostic objectif des besoins d'hébergement et plus globalement des services permettant de répondre aux besoins fondamentaux de toutes les personnes en situation de grande exclusion.
2. Adopter une loi de programmation et de planification des places d'hébergement permettant le développement de solutions adaptées à tous les publics, à la hauteur des besoins, dans une logique de solidarité territoriale, grâce à des objectifs chiffrés par territoire assortis d'un mécanisme d'accompagnement financier. En cas de non atteinte des objectifs territorialisés, devront pouvoir être mobilisés les réquisitions de bâtiments vides ainsi qu'un mécanisme de pénalités financières en cas de refus manifeste de s'inscrire dans la logique de solidarité nationale.
3. Lever les freins financiers, à la production de logement abordable et de logement social, dont le rythme de production est actuellement très en deçà des objectifs permettant de garantir l'indispensable fluidité des parcours et d'accès au « logement d'abord » chaque fois que cela est possible. Parallèlement, revaloriser les aides au logement à la hauteur des besoins ainsi que l'ensemble des mécanismes permettant de prévenir les expulsions locatives.
4. Déployer un plan d'urgence pour la prise en charge de tous les enfants et leurs familles sans solution, en associant toutes les parties prenantes et le cas échéant la communauté éducative qui accompagne les enfants scolarisés et leurs familles (hébergement, scolarisation, santé, alimentation). Plus aucun enfant ne doit s'inquiéter de savoir s'il dormira à la rue le soir même. Plus aucun enfant vivant dans un hébergement d'urgence ne doit être privé d'accès à l'éducation.
5. Permettre la régularisation des personnes durablement installées sur le territoire national en simplifiant, accélérant et élargissant les critères d'accès au droit au séjour.
6. Ouvrir des centres de premier accueil répartis sur l'ensemble du territoire pour les personnes venant chercher refuge en France, afin d'éviter la constitution de campements dans l'espace public dans les grands centres urbains et de permettre une évaluation sociale préalable à une orientation adaptée à leur situation.
7. Ouvrir des Etats généraux de l'aide alimentaire assis sur des diagnostics territoriaux, pour renforcer le soutien aux acteurs qui doivent répondre à l'évolution des publics, à l'augmentation continue des besoins et à la nécessité de distribuer des denrées de qualité dans un contexte de hausse du coût des matières premières et du transport.

« Vous seul êtes en capacité de mobiliser l'ensemble des interlocuteurs de l'Etat compétents pour la mise en place rapide de ces solutions sur l'ensemble du territoire »

20 maires de grande ville, dans une lettre au Président de la République

Toutes ces mesures requièrent la reconnaissance à leur juste valeur de l'ensemble des professionnelles et professionnels engagés au quotidien auprès des personnes en situation de grande précarité. C'est une question de justice sociale. C'est aussi la condition pour pouvoir continuer à pourvoir les emplois indispensables à l'accompagnement social pour toutes et tous, prenant en compte l'ensemble des problématiques sociales et de santé mentale.

Vous seul êtes en capacité de mobiliser l'ensemble des interlocuteurs de l'Etat compétents pour la mise en place rapide de ces solutions sur l'ensemble du territoire national, ainsi que l'ensemble des parties prenantes pouvant concourir à leur déploiement. Nous nous engageons à y prendre toute notre part.

Dans l'attente de votre réponse et en espérant pouvoir en échanger de vive voix avec vous dans les meilleurs délais, nous vous prions, Monsieur le Président de la République, de recevoir l'expression de nos salutations distinguées.

Liste des signataires :

Martine AUBRY, maire de Lille

Nathalie APPERE, maire de Rennes

Jeanne BARSEGHIAN, maire de Strasbourg

Jacqueline BELHOMME, maire de Malakoff

Bruno BERNARD, président de la Métropole de Lyon

Patrice BESSAC, maire de Montreuil et Président d'Est-ensemble

Philippe BOUYSSOU, maire d'Ivry-sur-Seine

Mickaël DELAFOSSE, maire de Montpellier

Stéphane DELPEYRAT-VINCENT, maire de Saint Médard en Jalles

Gregory DOUCET, maire de Lyon

Léonore MONCOND'HUY, maire de Poitiers

Anne HIDALGO, maire de Paris

Pierre HURMIC, maire de Bordeaux

Patrick JARRY, maire de Nanterre

Mathieu KLEIN, maire de Nancy

Patrice LECLERC, maire de Gennevilliers

Philippe Rio, maire de Grigny

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, maire de Rouen

Éric PIOLLE, maire de Grenoble

Johanna ROLLAND, maire de Nantes

Pascal BRICE , président de la Fédération des Acteurs de la Solidarité

Bruno MOREL, Fédération des Acteurs de la Solidarité